Élections fédérales : celles et ceux que la coupole n'attire pas

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1402

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1014821

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Thérapie de groupe

L'expo se terre mais ne s'enterrera pas.

«L'INTERVENTION gouvernementale, la reconstitution des équipes dirigeantes, la mobilisation de forces créatrices, la remise en confiance des sponsors, la correction des plans et schémas, la recalculation des coûts et peut-être le redimensionnement du projet, tout cela prendra du temps – mais ne suffira pas. Car, préalable à toute réalisation, il faudra une bonne fois formuler les objectifs, le message, le contenu de l'Expo, qui portera dès lors au mieux le millésime 2002.»

Voilà ce qu'Yvette Jaggi pronostiquait dans *Domaine Public* le 21 janvier 1999 ainsi que dans l'entretien donné à Christophe Buchi. Pas besoin d'être une pythie pour se rendre compte que ces recommandations devaient être prises au sérieux. Il aura fallu pourtant de multiples départs, une situation financière catastrophique, une crise de confiance généralisée pour que l'expo révèle ses mystères et son opacité.

Le Conseil fédéral, impliqué à l'insu de son plein gré dans cette affaire, a pris lundi dernier la responsabilité... de se déresponsabiliser.

Sur les Chambres tout d'abord, à qui il demandera une rallonge conditionnelle de 250 millions. Sur l'économie ensuite, qui toujours aussi peu rassurée sur l'avenir de l'expo (à ce rythme, ce n'est plus une expo post-moderne, mais post-ultérieure) est expressément invitée à se lancer dans la grande aventure à hauteur de 300 millions. Sur les organisateurs enfin, qui devront composer et construire sur les décombres laissés par leurs prédécesseurs.

Dans ce petit exercice où l'on se refile le ballon national, personne ne prend le risque d'arrêter le jeu. Élections nationales obligent, les partis politiques restent prudents. Lors du téléjournal de lundi soir, ils rasaient les murs de la salle des pas perdus. Au même moment, Pascal Couchepin semblait agacé, genre «je n'ai pas que ça à faire, l'OMC m'attend»; quant aux conseillers d'État des cantons concernés, ils espèrent espérer en l'expo. 02, «un des grands défis du siècle prochain» – une déclaration qui ne mange pas de pain.

Tout ça ressemble plus à un enterrement qu'à une résurrection. Car la proposition du Conseil fédéral permet d'affamer l'expo pour qu'elle meure de mort apparemment naturelle, plutôt que de reconnaître l'échec des thérapies. Et la créativité cède aux exigences comptables, Pipilotti Rist est remplacée par Arthur Liener (tout un symbole) et les études de faisabilité pallient les études de nécessité.

Depuis six mois, l'expo nationale est devenue affaire nationale. En mourant de sa belle mort, elle aurait peut-être suscité un grand deuil national. De nos jours, c'est toujours bon à prendre. *gs*

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Celles et ceux que la coupole n'attire pas

PRÈS DE 3000 candidates et candidats sollicitent les suffrages du corps électoral pour conserver leur siège ou faire leur entrée sous la coupole fédérale. L'attention soutenue des médias, le feu permanent des projecteurs risquent d'exagérer l'importance de l'enjeu. Non, le Palais fédéral n'est pas le lieu exclusif et privilégié du pouvoir politique. À contre-courant, *Die Weltwoche* (30 septembre 1999) brosse le portrait de trois personnalités qui renoncent délibérément à briguer un siège à Berne. Car chacune dans sa sphère d'activité a le sentiment d'exercer une influence politique déterminante.

Hans et Monika

Monika Stocker, 51 ans, a siégé durant une législature au Conseil national, dans les rangs des Verts. Mais elle ne regrette pas cette époque. Depuis cinq ans, elle dirige le dicastère des affaires sociales de la Ville de Zurich, 200 employés et un budget de 800 millions de francs. Les problèmes spécifiques d'une métropole, elle connaît: drogue, chômage, migrations, vieillissement de la population, isolement. C'est pour les faire connaître et faire avancer des solutions qu'elle fait le siège des magistrats fédéraux. Et qu'elle siège à titre d'observatrice à la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales. Dans sa ville, elle a rompu avec la conception traditionnelle de la politique sociale. Son obsession, maintenir le lien social et la coexistence pacifique entre les habitants. Ses moyens? Aider les groupes qui s'organisent pour éviter l'exclusion, créer un marché complémentaire du travail pour les plus fragiles. Son mot d'ordre: du travail plutôt que l'assistance. Elle se refuse à créer de nouvelles dépendances et fait rimer prestations avec contre-prestations. Malgré l'opposition farouche de l'UDC, elle a fait approuver par le peuple son projet socioculturel, implantation dans les quartiers de centres de rencontre financés à la suite d'un appel d'offres et sur la base de contrats.

Hans Hildbrand, 52 ans, dirige la section suisse de Greenpeace. Ce vendeur, devenu journaliste et producteur de l'émission de la TV alémanique *Arena*, vous ne le verrez pas enchaîné aux grilles d'une centrale nucléaire ou escaladant une cheminée d'usine. L'action de l'organisation passe d'abord par le travail de conviction et la négociation. Aussi hante-t-il les couloirs du Parlement durant les sessions et fréquente-t-il les directeurs d'entreprises. Greenpeace s'engage fréquemment dans les campagnes référendaires, «parce que les partis politiques manquent d'argent», constate avec regret son directeur. C'est vrai que l'organisation écologiste, avec 120000 donateurs et un budget de 10 millions de francs, doit faire pâlir d'envie les responsables des partis suisses. *jd*